Document generated on 05/09/2025 10:41 a.m.

Recherches sociographiques

James P. Bickerton, Stephen Brooks et Alain-G. Gagnon, *Six penseurs en quête de liberté, d'égalité et de communauté. Grant, Innis, Laurendeau, Rioux, Taylor et Trudeau*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 188 p.

Marc Chevrier

Volume 46, Number 1, January–avril 2005

URI: https://id.erudit.org/iderudit/012104ar
DOI: https://doi.org/10.7202/012104ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Chevrier, M. (2005). Review of [James P. Bickerton, Stephen Brooks et Alain-G. Gagnon, *Six penseurs en quête de liberté, d'égalité et de communauté. Grant, Innis, Laurendeau, Rioux, Taylor et Trudeau*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 188 p.] *Recherches sociographiques*, *46*(1), 178–181. https://doi.org/10.7202/012104ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2005

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Enfin, on peut regretter le fait que les travaux de plusieurs chercheurs québécois ne figurent pas dans la synthèse effectuée. En définitive, ce sujet délicat et à l'ordre du jour aurait mérité un meilleur traitement.

Micheline LABELLE

Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.

James P. BICKERTON, Stephen BROOKS et Alain-G. GAGNON, *Six penseurs en quête de liberté, d'égalité et de communauté. Grant, Innis, Laurendeau, Rioux, Taylor et Trudeau*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 188 p.

De prime abord, le défi est audacieux : rassembler dans un même livre la pensée de deux Canadiens anglais et de quatre Québécois qui semblent avoir exercé une influence déterminante au Canada au cours des quelque quarante dernières années, soit l'espace de deux générations. En effet, beaucoup de choses séparent un tory mystique comme George Grant d'un souverainiste marxiste comme Marcel Rioux. C'est le mérite des trois auteurs de ce livre que d'avoir rapproché des pensées en apparence irréductiblement différentes les unes des autres en sautant les barrières de la langue, des appartenances idéologiques et des disciplines. On peut certes reprocher aux auteurs d'avoir fait la part belle à la pensée québécoise, qui remporte quatre illustres représentants. Pourquoi n'y avoir pas inclus McLuhan par exemple ? Le choix des auteurs se défend toutefois dès lors que l'on admet qu'il leur importait de réunir les contributions des intellectuels canadiens qui ont marqué le cours de choses et travaillé sur les thèmes classiques de la vie politique, soit la liberté, l'égalité et la communauté. L'exercice auquel les auteurs se sont prêtés ne se veut donc pas une synthèse de l'ensemble de l'œuvre de ces six intellectuels, ni une analyse critique de chacun d'eux.

Le projet de cet ouvrage est né de la volonté de Bickerton, Gagnon et Brooks de prendre « les auteurs canadiens au sérieux » et de dissiper la fâcheuse impression que le Canada serait un pays où les grandes idées et les conflits idéologiques brilleraient par leur absence. C'est là une impression qu'André Siegfried conforta dans les observations qu'il fit sur le pays au début du XXe siècle et que la gauche canadienne a par la suite voulu théoriser en attribuant cette absence à la volonté délibérée des dirigeants politiques canadiens d'éviter que la politique n'engendrât des conflits de classe. Bien que les trois auteurs reconnaissent que la politique canadienne, par son pragmatisme, son insistance sur la médiation assurée par les partis et ses mœurs empreintes de népotisme, ne prédispose pas toujours aux débats d'idées, ils estiment néanmoins qu'il y a eu au Canada d'autres conflits que ceux de classe qui ont suscité une réflexion originale. Longtemps un importateur d'idées et un exportateur d'intellectuels, le Canada, fort de ses Ignatieff, Taylor et

Kymlicka, adoubés par le monde intellectuel anglophone, serait sorti de son adolescence et aurait produit des idées « grandioses ».

La structure de l'ouvrage est relativement simple : après un chapitre d'introduction aux intellectuels et à la vie politique au Canada, les auteurs consacrent un chapitre à chacune des six figures, puis font une récapitulation dans un chapitre final.

La présentation de l'économie politique radicale de Innis, figure emblématique des sciences sociales au Canada, constitue d'emblée la contribution la plus originale de l'ouvrage, qui fait découvrir un auteur plutôt méconnu dans le monde francophone. Historien qui a œuvré à l'Université de Toronto de 1920 à 1952, Innis n'est pas à proprement dit un philosophe ou un théoricien de la politique. Sa théorie des « ressources premières », qui tente d'élucider les rapports entre dépendance et développement, entre empire et colonie et entre nationalisme et régionalisme, lui a toutefois valu d'exercer une influence durable sur plusieurs disciplines et d'être le créateur, à lui seul, de l'école de Toronto. En matière politique, Innis fut un libéral dans la grande tradition whig qui avait en horreur les monopoles de toutes sortes, en particulier les monopoles du savoir contrôlés grâce à la technologie. La modernité, selon Innis, était loin de dessiner un horizon de progrès sans faille. Pour contrecarrer les déséquilibres et les crises qu'elle avait engendrés, il se fit l'avocat de la tradition orale. Il compta aussi parmi les rares intellectuels anglophones à avoir critiqué les tendances centralisatrices et la technocratie à la base du nationalisme canadien, attitude conforme à sa conception de l'équilibre culturel à laquelle les empires sont réfractaires. Libéral, Innis fut néanmoins dans une certaine mesure un collectiviste qui voyait dans les communautés locales le lieu de la liberté, quoique menacée par les médias de masse, la bureaucratie centralisée et la grande entreprise qui tous privilégient le contrôle de l'espace au détriment du temps et des filiations.

Les auteurs jettent également un regard intéressant sur le conservateur angoissé qu'était George Grant, à leur dire « l'un des penseurs les plus connus et les plus originaux du Canada anglais au XXe siècle ». À l'instar d'Innis, Grant a élaboré une réflexion sophistiquée sur les conséquences de la technologie sur la société et la dynamique du monde moderne. Bien que les auteurs mentionnent Alexandre Kojève et Jacques Ellul parmi les penseurs qui ont influencé la critique que Grant a faite de la société technique, il aurait été instructif d'apprendre plus précisément ce que Grant doit à ces deux penseurs et ce qui les en sépare. De plus, s'agissant de la conception de la liberté défendue par Grant, les auteurs auraient pu reprendre la distinction établie par ce dernier entre mythe et liberté, la modernité étant pour lui un processus de séparation entre les deux. Tout conservateur qu'il fût, Grant n'en fut pas moins considéré comme un allié de la gauche politique canadienne, en raison de sa critique implacable du matérialisme capitaliste et de son appel au ressaisissement contre l'emprise de l'empire technologique américain sur le Canada, ce que les auteurs mettent bien en évidence. Ces derniers dépeignent Grant tel un nationaliste convaincu qui voyait comme une fatalité le dépérissement des liens communautaires et des traditions locales canadiennes sous la poussée de l'État

libéral et du capitalisme, ce qui lui fit prendre le parti de la décentralisation afin de retarder le processus d'américanisation du Canada.

Pour ce qui est des quatre penseurs québécois, les auteurs nous en brossent des tableaux assez complets et pondérés. Parfois, les auteurs puisent un peu trop dans les interprétations qu'on en a données et pas assez dans leur œuvre même. En ce qui regarde Laurendeau, les auteurs n'ont pas jugé bon d'expliciter les bases républicaines de sa pensée ; dans plusieurs de ses écrits, Laurendeau a fait de la république un idéal politique qui informe sa conception de la liberté et de la communauté. S'agissant de Rioux, les auteurs expliquent que le « nationalisme libéral » caractérise son œuvre. Ce n'est peut-être pas là l'appellation la plus heureuse pour désigner une forme de nationalisme qui fonde la conquête de l'autonomie sur la double émancipation des peuples et des personnes dans une perspective socialiste. Critique de l'impérialisme américain et promoteur de l'autogestion contre la centralisation bureaucratique, Rioux semble avoir partagé avec Grant et Innis, soulignent avec raison les auteurs, le souci de « défendre un ordre social fondé sur les communautés de base ». Ils rappellent à juste titre que le communautarisme libéral défendu par Taylor a commencé à s'élaborer dans ses premiers écrits sur la politique canadienne qui ont tôt établi son statut comme l'une des figures de proue de la gauche au Canada. Leur interprétation de l'œuvre de Taylor a donc le mérite de rendre compte aussi bien de ses premiers écrits que des ouvrages plus tardifs qui ont fait la renommée mondiale de Taylor, tels que *Sources of the Self* et *The Malaise of Modernity*, et qui ont posé le modèle d'un communautarisme libéral qui admet la légitimité politique des nationalismes.

De toutes les figures étudiées, c'est celle de Pierre Elliott Trudeau qui s'accorde le moins avec les autres. Chez lui l'intellectuel s'est doublé d'un homme d'État. Quels éléments, entre ses écrits ou ses politiques, témoignent le mieux de sa pensée ? Les auteurs ont pris le parti de restituer la pensée politique de Trudeau à partir principalement des textes qu'il a publiés avant d'entrer en politique. Ils vont jusqu'à affirmer que Trudeau, une fois installé au pouvoir, « restera toujours fidèle aux principes de base de la philosophie politique qu'il a élaborée et exposée » dans sa première carrière d'intellectuel. Ils ont en partie raison en ce que la conception générale que Trudeau s'est faite de la liberté, de l'égalité et de la communauté a peu varié après son accession au pouvoir. Seulement, on peut difficilement concilier la défense du fédéralisme décentralisé que Trudeau mit en avant en 1967 (dans *Le fédéralisme et la société canadienne-française*) et la vision quasi unitaire du pays et de la gouverne politique qu'il fit triompher notamment avec la réforme constitutionnelle de 1982. Les auteurs rendent quand même justice à l'épaisseur philosophique de la pensée de Trudeau, largement tributaire du personnalisme. On regrette seulement qu'ils n'aient pas fait écho aux travaux de Martin Meunier et de Jean-Philippe Warren sur l'influence du personnalisme sur les collaborateurs de *Cité libre* ou à ceux de Stéphane Kelly, qui ont montré l'influence exercée par Lord Acton, Laski et le fabianisme sur la genèse de la pensée de Trudeau.

L'ouvrage s'achève par une synthèse utile et pédagogique contrastant les unes avec les autres les thèses défendues par les six intellectuels. Les auteurs concluent

leur ouvrage par ces mots : « Tous ces hommes laissent une impression durable et indélébile au firmament de la pensée politique canadienne. » Qu'il y ait une telle pensée, les auteurs, à n'en pas douter, ont relevé le défi d'en dévoiler les principaux éléments, dans un ouvrage stimulant et instructif qui s'inscrit dans le renouveau de l'étude des idées politiques que l'on constate depuis quelques années. Quant à l'impression durable que laisseront ces intellectuels au firmament des idées, l'avenir seul le dira.

Marc CHEVRIER

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.

Joseph HEATH, *La société efficiente. Pourquoi fait-il si bon vivre au Canada ?*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, traduit de l'anglais par Jean CHAPDELAINE GAGNON, 2002, 407 p.

Ce livre est une traduction française d'un ouvrage paru en anglais. Son affirmation la plus manifeste étonnera plus d'un Québécois francophone. On peut la formuler ainsi : il fait bon vivre au Canada ; on y est mieux que dans les autres pays. Si une telle déclaration laisse normalement perplexes bon nombre de Canadiens à l'extérieur du Québec, au Québec francophone, elle est généralement inadmissible. Les Jean Chrétien ont beau la rabâcher, on les entend sans les écouter ; on en fait de la matière à cynisme.

L'auteur du livre, Joseph Heath, n'en fait pas une thèse. Il justifie parfois sa position, par exemple en rappelant les classements des Nations unies ou en présentant des statistiques comparées sur les dépenses en santé, mais il s'agit pour lui d'un fait acquis. L'objectif de son livre n'est donc pas de démontrer qu'il en est bien ainsi mais plutôt d'en trouver la cause. Or cette cause se révèle dans le caractère efficient de la société canadienne. L'essentiel de cet essai consiste à expliquer ce qu'est l'efficience et, ce faisant, l'auteur perd souvent de vue la société canadienne. Hormis l'assertion récurrente qui veut que le Canada soit mieux que les autres, la réflexion porte moins sur le Canada que sur l'efficience, elle consiste moins à montrer comment l'efficience influe sur la situation canadienne qu'à la définir. Et comme la plupart des essais de définition, l'ouvrage est intéressant autant que contestable. Il est contestable parce qu'on peut difficilement reprocher à un auteur de donner à un terme une définition particulière quoiqu'on pourrait en fournir une autre ; de la même manière, quand ces définitions ont trait à des sémantiques collectives, on peut admettre avec un auteur qu'elles interviennent dans les représentations des acteurs sociaux aussi bien qu'on peut relativiser la portée qui leur est accordée ou même douter qu'elles agissent réellement – et la suspicion est d'autant plus souhaitable que l'analyse ne repose sur aucune enquête.